ÉNERGIES RENOUVELABLES

Khebri dévoile ses ambitions

S'exprimant lors d'un point de presse organisé en marge de sa visite de travail et d'inspection effectué dans la journée de dimanche dernier à Tizi-Ouzou, le ministre de l'Energie Salah Khebri est revenu sur le programme national de production d'énergie renouvelable dont le début de mise en œuvre remonte à 2011.

Ce programme ambitieux, selon les mots du ministre, devra impliquer les investisseurs des secteurs public et privé nationaux ainsi que les étrangers. S'étalant sur une période de 15 ans, de 2015 à 2030, la consistance du programme en énergie renouvelable à réaliser pour les besoins du marché national est de 22 000 MW, dont plus de 4 500 MW seront réalisés d'ici 2020.

La quantité déjà consommée depuis le lancement du projet en 2011 est de 400 MW», affirmera encore le ministre de l'Energie.

Il ajoutera qu'à l'horizon 2030, la part de production de l'énergie électrique à partir de cette ressource alternative sera de 27%. «La réalisation de ce programme permettra d'atteindre, à l'horizon 2030, une part de renouvelable de près de 27% dans le bilan national de production d'électricité» dira, en substance, Khebri qui s'attardera sur les retombées positives en terme de gain en énergie fossile, de protection de l'environnement et de création d'emploi. La capacité de 22 000 MW qui sera mobilisée en énergie renouvelable permettra l'épargne escomptée d'un volume estimé à près de 300 milliards de m³ en gaz naturel, soit un volume équivalant à huit fois la consommation nationale de l'année 2014. Les retombées de ce programme seront très significatives en termes de création d'emploi, d'industrialisation, de développement technologique et d'acquisition de savoir-faire, contribuant ainsi à la croissance et à la modernisation économique du pays ainsi qu'à la préservation de l'environnement, selon toujours Salah Khebri qui annonce une aide de 25 000 DA au profit des chauffeurs de taxi pour les encourager à doter leur véhicule d'un kit GPL.

S. A. M.

Photo : D. R.

Salah Khebri, ministre de l'Energie.

CARBURANT

Bientôt une carte magnétique anti-fraude

«Les véhicules seront dotés prochainement d'une carte magnétique afin de cerner le problème de fraude du carburant.» L'annonce a été faite par Salah Khebri, dimanche dernier, à Tizi-Ouzou. Cet outil numérique de télédétection de la fraude au carburant concernera aussi les centres de stockage que les transporteurs de carburant dont les véhicules seront dotés de ce mouchard destiné à prévenir et à juguler le phénomène de fraude au carburant.

S. A. M.

SALON INTERNATIONAL DES TRANSPORTS, DE LA LOGISTIQUE ET DE LA MOBILITÉ

La production, le maillon faible

Inaugurée hier par le ministre des Transports, la troisième édition du Salon international des transports, de la logistique et de la mobilité, organisée à la Safex d'Alger, a mis les participants nationaux devant un triste constat. La compétitivité internationale devient de plus en plus oppressante face à notre manque de savoir-faire en matière de production, mais pas que…

Naouel Boukir – Alger (Le Soir) - Outre les opérateurs nationaux du domaine, des entreprises européennes et des géants asiatiques, de renommée mondiale, se sont imposés lors de la troisième édition de ce Salon qui s'étalera sur quatre jours.

C'est dans ce contexte que Boudjemaâ Talai a appelé, lors de sa visite, les entreprises nationales, publiques et privées, à profiter de cette proximité afin de faire le premier pas pour tisser des liens de contact, voire même s'allier pour des partenariats sur le long terme. Selon le ministre des Transports, les entreprises mixtes seraient l'ultime solution pour que les opérateurs nationaux, activant dans le secteur des transports et de la mobilité, passent avec succès le cap de la production.

Ceci en bénéficiant d'un échange de savoir-faire et de compétences techniques et managériales. Aujourd'hui, il y a lieu de savoir que l'assemblage industriel n'est pas en mesure d'apporter une véritable valeur ajoutée à l'économie algérienne. Or, offrir «une nouvelle dynamique» à celle-ci est plus que jamais urgente. Le ministre a invité, dans ce sens, les entreprises algériennes à commencer par l'utilisation des inputs issus de la production locale, dans les grands chantiers liés aux transports, entre autres.

Ceci, en informant sur l'ouverture d'une unité de fabrication de wagons dès le mois de mars prochain. Un projet dirigé par le groupe suisse Stadler Rail, leader mondial sur le marché des chemins de fer à crémaillère.

Pourtant, il n'est pas sans savoir que la production ne constitue pas le maillon fort du schéma économico-industriel algérien. La qualité du service n'en est pas une non plus. C'est pourquoi B.Talai, se disant conscient de «cas lacunes», a invité les compagnies aériennes et maritime, sensiblement défaillantes, à faire appel à l'expertise étrangère pour une mise à niveau. Précisant qu'Air Algérie est actuellement en sureffectif de 4000 employés, une énième charge superflue en ce temps de crise. Outre la perte de près de 49% de clientèle locale sur les trajets Algérie-France.

Par ailleurs, en marge de cette inauguration, une joint-venture a été signée entre l'entreprise publique économique de réalisation d'infrastructures ferroviaires (EPE.Infrafer) et China Railway Construction Corporation (CRCC), groupe étatique chinois de premier plan, spécialisé dans l'ingénierie-construction. Le transport ferroviaire a été en effet au centre de ce Salon vu son rôle conséquent sur le développement de l'économie nationale.

En l'occurrence, si la puissance du groupe chinois CRCC est largement démontrée par l'importance et la structure de leur énorme stand, certains opérateurs locaux n'ont pas manqué d'inventivité pour se distinguer. C'est particulièrement Numilog, expert dans le transport et la logistique, qui a su attirer l'attention et l'intérêt des visiteurs par l'agencement créatif de ses quelques mètres carrés d'exposition.

Comme quoi les moyens financiers ne sont pas le seul facteur pour édifier et imposer sa différenciation sur le marché. La matière grise et la créativité sont également les éléments déterminants.

N. B.

LE MINISTRE DES TRANSPORTS L'A RÉVÉLÉ HIER :

HB Technologies fabriquera le permis à points

Selon Boudjemaâ Talai, présent hier au Salon des transports, de la logistique et de la mobilité, la conception des permis à points sera confiée à une entreprise algérienne privée. Spécialiste dans la fabrication de cartes intelligentes depuis plus de 10 ans et participant à cette exposition, HB Technologies est éventuellement le responsable de la production des permis à points. A rappeler que l'entreprise a su établir, depuis, son cercle de partenaires-clés, entre institutions publiques, établissements bancaires, opérateurs de téléphonie mobile et autres utilisateurs de cartes intelligentes. En effet, elle compte parmi ses produits des cartes SIM, cartes bancaires, cartes de crédit, cartes d'identification et cartes de fidélité. Ayant pour premier client Algérie Poste lors de sa réponse à un appel d'offres national et international en 2007, HB Technologies est aujourd'hui détentrice d'un certificat de système de management de qualité (ISO 9001) et de la certification Visa (International Service Association).

Dès lors, la décision de confier la fabrication des permis à points à cette entreprise algérienne ne relève pas du seul et simple principe de la promotion de la production nationale mais également de l'exigence d'une véritable crédibilité et d'un standard de qualité de service sur le marché.

N. B.

ORAN : L'AMBASSADEUR DE TURQUIE EN ALGÉRIE, MEHMET POROY :

«Un volume d'investissement appelé à augmenter»

Après Tlemcen, l'ambassadeur de Turquie en Algérie, Mehmet Poroy, était hier à Oran où il a rencontré le wali. Il a également pris part à une séance de travail avec l'université Oran 2, clôturant sa visite par une rencontre avec des opérateurs économiques de la wilaya au siège de la Chambre de commerce et de l'industrie de l'Oranie.

L'occasion pour l'ambassadeur de souligner que le projet Tosyali d'Oran constitue l'un des plus grands investissements de la Turquie en Algérie. Tout en rappelant la présence active d'une centaine d'entreprises turques, «au volume d'investissement assez important qui est appelé à augmenter davantage à l'avenir», dit-il. Indiquant que ces entreprises sont actives dans le domaine de la construction, le commerce et l'investissement. Ce dernier passe, dit-il, à `2 milliards de dollars et ça continuera d'augmenter, précisera l'ambassadeur.

En réponse à une question de la presse concernant la suppression du visa turc pour les Algériens, M. Mehmet Poroy dira que face au souhait des deux peuples qui visitent les deux pays d'une manière croissante, l'idéal serait de supprimer les visas, une décision qui, précise-t-il, doit être prise par les deux pays. «Nous allons continuer à travailler dans ce sens». Une manière de dire que cela n'est pas à l'ordre du jour.

Après Oran, la Turquie compte investir dans le domaine du textile au niveau de la wilaya de Relizane, un autre grand projet turc à l'étranger, dira l'intervenant.

De son côté le président de la Chambre de commerce et d'industrie d'Oran, M. Abed Mouâd, indiquera qu'en prévision de la rencontre économique qui aura lieu à Izmir en Turquie, une délégation d'opérateurs économiques d'Oran prendra part à cet évènement qui aura lieu du 29 mars au 1er avril.

Il s'agit d'un sommet économique dans le domaine de l'agroalimentaire et de la technologie.

Amel Bentolba